

Lundi 7 novembre 2011

COMMUNIQUE DE PRESSE

Non à la privatisation des cantines !

Le Président du Conseil Général du Loiret a annoncé l'abandon de la cuisine centrale prévue pour les collèges du Giennois et la construction d'une cuisine centrale départementale, en Partenariat Public-Privé, installée à Meung-sur-Loire.

Le groupe des élus socialistes, écologistes et républicains au Conseil Général du Loiret souhaite exprimer la position suivante.

Le recours à la mutualisation ne doit pas être systématique mais doit répondre à un besoin social et économique, validé et porté par les élus concernés pour leur territoire. Toute décision relative à une "mutualisation" doit se faire en accord avec les élus, les partenaires sociaux et les établissements concernés.

L'idée de solution de restauration mutualisée peut être envisagée pour des raisons économiques et d'optimisation du service public. Dans ces conditions, compte tenu des normes applicables, la liaison froide s'impose.

La mutualisation peut être recherchée pour les collèges, les établissements gérés par le Conseil Général, les maisons de retraite notamment, et pourrait être étendue aux communes intéressées pour leurs écoles.

Une répartition géographique des équipements nécessaires doit être privilégiée en recherchant la proximité et permettant ainsi de maintenir et de développer des activités à vocation économique et de service.

Le groupe des élus socialistes, écologistes et républicains du Conseil Général du Loiret s'oppose au recours au PPP qui constitue une privatisation durable et sans retour possible. Les élus socialistes, écologistes et républicains demandent que le caractère public, et donc désintéressé, de la restauration scolaire soit maintenu. Ils souhaitent que la restauration scolaire privilégie les fournisseurs locaux et promeuvent le recours aux produits biologiques.

Le projet de privatisation de la restauration dans les collèges sonne comme un désaveu terrible pour les personnels du conseil général qui travaillent tous les jours au service de nos enfants et dont le professionnalisme est reconnu.

Pour ces raisons, le groupe des élus socialistes, écologistes et républicains souhaite que chaque fois que cela est possible la confection des repas soit maintenue dans chacun des collèges, demande que les projets de cuisine centrale constituent de véritables projets locaux et répondre à un besoin social et économique et s'oppose à une nouvelle étape de la privatisation du service public.

David THIBERGE
Président du groupe